

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	v
Préface de la 4 ^e édition (2012)	vii
À propos de l'auteur	ix

TITRE I

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU DROIT DE LA FAILLITE ET DE L'INSOLVABILITÉ

CHAPITRE 1 – L'HISTOIRE LÉGISLATIVE ANGLAISE	3
CHAPITRE 2 – L'HISTOIRE LÉGISLATIVE CANADIENNE	5
Section 1 – Période préconfédérative (1763 à 1867)	5
A. Les lois de 1763 à 1840	5
B. Les lois de 1840 à 1867	6
Section 2 – Période postconfédérative (1867 à aujourd'hui)	6
A. Les premières tentatives fédérales (1867 à 1880)	7
B. Le vide législatif (1880 à 1919)	7
C. Le retour de la loi fédérale (1919 à nos jours)	7
CHAPITRE 3 – LE DROIT CONSTITUTIONNEL ET LA FAILLITE	11
CHAPITRE 4 – CARACTÈRE DE LA LÉGISLATION	15
Section 1 – Le caractère exceptionnel du droit de la faillite	15
Section 2 – L'anomalie de l'insolvabilité	15
Section 3 – L'insolvabilité et la désorganisation des droits civils	18
Section 4 – Le caractère commercial du droit de la faillite	19

Section 5 – Le caractère répressif du droit de la faillite	20
Section 6 – Le caractère procédural du droit de la faillite	21
CHAPITRE 5 – SYNOPSIS	23

TITRE II

LES AUTORITÉS EN MATIÈRE DE FAILLITE

CHAPITRE 1 – LES AUTORITÉS ADMINISTRATIVES	33
Section 1 – Le surintendant des faillites	33
Section 2 – Le séquestre officiel	35
Section 3 – Le syndic	36
A. Le statut du syndic	39
B. Rôle du syndic	42
1) <i>Avant la première assemblée des créanciers</i>	43
a) L'organisation de l'administration de l'actif.....	43
b) La prise de possession	43
c) L'exécution de mesures conservatoires	44
2) <i>Après la première assemblée des créanciers</i>	45
C. Conduite et responsabilité du syndic	47
1) <i>La conduite du syndic</i>	47
a) La révision d'une décision.....	47
b) Le refus d'entreprendre des procédures.....	48
c) L'omission du syndic de se conformer à une ordonnance	52
d) La requête pour instructions	52
2) <i>La responsabilité personnelle du syndic</i>	53
D. La rémunération du syndic	56
E. Les services d'un avocat	59
1) <i>L'avocat agissant pour le syndic</i>	59
2) <i>L'avocat agissant pour une partie</i>	61
F. La libération du syndic	62
G. L'opposition à la libération du syndic.....	64
Section 4 – Les inspecteurs	64
A. Considérations générales	64
B. Éligibilité	67

CHAPITRE 2 – LES AUTORITÉS JUDICIAIRES	69
Section 1 – La compétence de première instance	69
A. Le registraire.....	70
B. Le juge de la Cour supérieure.....	71
C. La compétence de la Cour supérieure.....	72
1) <i>Compétence d'exception</i>	72
2) <i>Facteurs de rattachement</i>	73
D. La révision.....	77
E. Caractère exécutoire et renvoi.....	77
F. Compétence concurrente.....	78
Section 2 – Les instances d'appel	79
A. La Cour d'appel.....	79
B. La Cour suprême.....	81
Section 3 – La procédure en matière de faillite	83
A. La forme de la procédure.....	84
B. Le contenu de la procédure.....	84
C. Les délais de présentation.....	85
D. La signification.....	85
E. La contestation.....	86
F. L'appel.....	86
G. Frais judiciaires.....	87

TITRE III

LES CRÉANCIERS EN MATIÈRE DE FAILLITE

CHAPITRE 1 – LA RÉCLAMATION PROUVABLE	95
Section 1 – La créance liquide et exigible	95
Section 2 – La créance éventuelle ou non liquidée	96
Section 3 – La créance irrecevable	100
 CHAPITRE 2 – LES CATÉGORIES DE CRÉANCES PROUVABLES	 101
Section 1 – La créance garantie	101
A. Nature de la créance.....	101
B. L'objet de la garantie.....	103
1) <i>Les priorités</i>	103

2) <i>Les créances hypothécaires</i>	104
a) Les hypothèques mobilières et immobilières	104
i. L'hypothèque sur les créances.....	106
ii. L'hypothèque sur loyers	107
b) Les hypothèques légales	109
i. L'hypothèque légale de l'État et des personnes morales de droit public.....	109
ii. L'hypothèque légale des créanciers de la construction	111
iii. L'hypothèque légale du syndicat des copropriétaires d'un immeuble	114
iv. L'hypothèque pour les créances résultant d'un jugement.....	115
3) <i>La créance fondée sur un effet de commerce</i>	116
4) <i>La créance garantie par un tiers</i>	116
Section 2 – Les sûretés-proprétés	117
A. La résolution de la vente en matière immobilière	117
B. La résolution de la vente en matière mobilière.....	118
C. La vente à tempérament.....	119
D. Bail d'une durée de plus d'un an	123
E. Le crédit-bail.....	123
F. La garantie de la <i>Loi sur les banques</i>	124
Section 3 – Le sort de la créance garantie	128
Section 4 – Le séquestre de la partie XI	131
A. Le créancier garanti et l'insolvabilité d'entreprise	131
B. Le préavis de mise à exécution.....	131
C. La personne du séquestre.....	138
D. Les obligations du séquestre.....	139
Section 5 – La créance non garantie	141
A. L'ordre des créanciers.....	141
B. La créance privilégiée.....	142
C. L'ordre des créances privilégiées.....	143
1) <i>Les frais funéraires</i>	143
2) <i>Les frais d'administration de la faillite</i>	144
3) <i>Le prélèvement du surintendant des faillites</i>	144
4) <i>Les réclamations salariales en vertu de la L.f.i.</i>	144
a) L'objet de la protection	145

b) Nature de la protection.....	146
c) <i>La Loi sur le Programme de protection des salariés</i>	148
d) Les créances reliées aux régimes de pension et de retraite	153
5) <i>Les créances alimentaires</i>	154
6) <i>Les taxes municipales</i>	154
7) <i>La créance du locateur</i>	155
8) <i>Les frais du premier créancier saisissant</i>	158
9) <i>Les réclamations de la Couronne et de ses mandataires</i>	158
D. Les créances différées.....	159
Section 6 – La preuve de réclamation	160

TITRE IV

LE DÉBITEUR ET LA REQUÊTE EN FAILLITE

CHAPITRE 1 – LE DÉBITEUR	165
Section 1 – La personne du débiteur	165
Section 2 – La personne insolvable	165
Section 3 – La personne selon la loi	166
A. La personne physique	166
B. La personne morale.....	167
1) <i>Les personnes morales de droit public</i>	167
2) <i>Les autres catégories de personnes morales</i>	168
3) <i>Les personnes morales sans but lucratif</i>	170
C. L'association non constituée en personne morale.....	170
D. La société de personnes	171
1) <i>En nom collectif</i>	171
2) <i>En participation</i>	173
3) <i>En commandite</i>	174
E. Les « autres personnes ».....	175
CHAPITRE 2 – LES ACTES DE FAILLITE	177
Section 1 – La cession de biens	177
Section 2 – Le transfert frauduleux de biens au Canada ou ailleurs	178
Section 3 – Le transport de biens au Canada ou à l'étranger ou le fait de les grever d'une charge	178

Section 4 – L'absence du débiteur	179
Section 5 – Le débiteur et l'exécution forcée	179
A. Avant la saisie	179
B. Après la saisie	179
C. Le rapport de saisie <i>nulla bona</i>	179
Section 6 – La production d'un bilan et l'aveu écrit d'incapacité de payer ses dettes	180
Section 7 – La disparition des biens avec une intention frauduleuse	180
Section 8 – L'avis de suspension des paiements	180
Section 9 – Les manquements à une proposition concordataire	181
Section 10 – La cessation en général de remplir ses obligations	181
Section 11 – La suspension du courtier en valeurs mobilières	183
CHAPITRE 3 – LA REQUÊTE EN FAILLITE	185
Section 1 – Caractéristiques générales	185
Section 2 – La requête: conditions de forme	186
Section 3 – Conditions de fond	187
A. Quant à la personne du requérant	187
1) <i>Avoir la qualité de créancier</i>	187
2) <i>Situation particulière du créancier garanti</i>	187
3) <i>Personne morale requérante</i>	189
4) <i>L'affidavit à l'appui de la requête</i>	189
B. Quant à la personne de l'intimé	190
1) <i>La qualité de débiteur</i>	190
2) <i>Le fait d'avoir commis un acte de faillite</i>	191
C. Désignation du syndic	192
Section 4 – Conditions d'introduction de la requête	192
A. Le dépôt de la requête en faillite	192
B. L'ouverture du dossier auprès du tribunal	193
C. La signification de la requête	194
CHAPITRE 4 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LA FAILLITE DES COURTIER EN VALEURS MOBILIÈRES	197
Section 1 – Les principales définitions	197

Section 2 – Le statut de créancier	198
A. Les réclamations visant les valeurs mobilières.....	198
B. Le statut particulier du créancier par l'effet de la loi.....	199
Section 3 – L'ordonnance particulière	199
Section 4 – Les pouvoirs du syndic	200
Section 5 – Distribution de l'actif	200

TITRE V

**CONTESTATION DE LA REQUÊTE EN FAILLITE,
SÉQUESTRE INTÉRIMAIRE, CESSIION DE BIENS
ET ASSEMBLÉES DE CRÉANCIERS**

CHAPITRE 1 – CONTESTATION DE LA REQUÊTE EN FAILLITE	205
Section 1 – Les moyens préliminaires	205
A. Les moyens préliminaires du <i>Code de procédure civile</i>	205
B. Application en matière de faillite des moyens préliminaires.....	206
1) <i>Les moyens déclinatoires</i>	206
2) <i>Les moyens d'irrecevabilité</i>	207
3) <i>Le cautionnement pour frais en matière de faillite</i>	208
4) <i>Les moyens dilatoires</i>	208
5) <i>Les autres moyens du Code de procédure civile</i>	209
Section 2 – La contestation au fond	210
A. Le fardeau de la preuve.....	210
B. Les interrogatoires.....	210
C. Les moyens de contestation de la requête.....	211
1) <i>La preuve des faits allégués dans la requête</i>	211
2) <i>Les moyens de défense</i>	212
D. La capacité du débiteur à payer ses dettes.....	213
E. La cause suffisante.....	213
F. Les formalités de la contestation au fond.....	215
G. L'absence du débiteur à l'audition.....	215
Section 3 – Les pouvoirs du tribunal	215
A. Le refus de rendre une ordonnance de faillite.....	216
B. L'ordonnance de sursis des procédures.....	217
1) <i>Au cas de contestation</i>	217
2) <i>Le sursis pour d'autres raisons suffisantes</i>	218

C. Le retrait de la requête en faillite	219
D. L'ordonnance de faillite et la nomination du syndic.....	219
E. Effets de l'ordonnance de faillite.....	220
1) <i>La date de la faillite</i>	220
2) <i>La date d'ouverture de la faillite</i>	220
F. L'appel, la révision et l'annulation de l'ordonnance de faillite.....	221
1) <i>L'appel</i>	221
2) <i>La révision</i>	222
3) <i>L'annulation de la faillite</i>	223
CHAPITRE 2 – LE SÉQUESTRE INTÉRIMAIRE	225
Section 1 – Conditions de fond	225
Section 2 – Conditions de forme.....	227
Section 3 – L'étendue des pouvoirs du séquestre intérimaire.....	229
A. Les mesures de conservation	229
B. Les mesures de disposition	230
Section 4 – Rémunération du séquestre intérimaire	230
Section 5 – Responsabilité du créancier requérant	231
CHAPITRE 3 – LA CESSION DE BIENS	233
Section 1 – Conditions de fond	233
A. À l'initiative d'une personne insolvable.....	233
B. La coexistence de deux états de faillite	234
C. Sur l'ensemble des biens	235
Section 2 – Conditions de forme.....	235
A. L'acte de cession.....	235
B. La présentation de la cession	236
C. La nomination d'un syndic autorisé	237
D. L'administration sommaire des actifs	237
Section 3 – Le contrôle de la conformité de la cession de biens.....	238
A. Le contrôle administratif.....	238
B. Le contrôle judiciaire.....	239
CHAPITRE 4 – LES ASSEMBLÉES DE CRÉANCIERS	243
Section 1 – Aspects généraux	243
A. La convocation de l'assemblée.....	244
B. Lieu et objet de la première assemblée.....	245

C. Les assemblées subséquentes	245
Section 2 – Procédure des assemblées	246
A. La présidence d’assemblée	246
B. Le quorum de l’assemblée	247
C. Le procès-verbal de l’assemblée	247
Section 3 – Le vote	248
A. Le droit de vote	248
B. Les restrictions au droit de vote	248
C. Types de résolutions et majorité requise	250

TITRE VI

LES PROPOSITIONS CONCORDATAIRES

CHAPITRE 1 – LA PROCÉDURE CONCORDATAIRE

PAR VOIE D’AVIS D’INTENTION	259
Section 1 – Les modalités de la démarche	259
Section 2 – L’effet du dépôt d’un avis d’intention	264
A. Effet principal : la suspension des procédures	265
B. Cas particuliers	266
1) <i>La suspension des procédures contre les administrateurs</i>	266
2) <i>La suspension des procédures de la Couronne</i>	267
Section 3 – Les exceptions à la suspension des procédures	268
Section 4 – La nomination d’un séquestre intérimaire	270
Section 5 – La coexistence d’un avis d’intention et d’une requête en faillite	271

CHAPITRE 2 – L’ÉVOLUTION DE LA PROPOSITION

Section 1 – Conditions de fond	273
A. L’initiateur de la proposition	273
B. Les créanciers visés	273
1) <i>Créanciers ordinaires</i>	273
2) <i>Créanciers garantis</i>	274
C. Le contenu de la proposition	275
1) <i>Contenu obligatoire</i>	275
2) <i>Contenu facultatif</i>	277
3) <i>Résiliation de contrats</i>	278
4) <i>Le rôle du syndic</i>	282

D. La proposition de liquidation.....	283
Section 2 – Conditions de forme.....	284
Section 3 – L'acceptation par les créanciers.....	286
A. Considérations générales.....	286
B. Créanciers ordinaires.....	287
C. Créanciers garantis.....	287
D. Le refus d'acceptation.....	288
Section 4 – L'approbation par le tribunal.....	289
A. L'absence de discrétion.....	290
B. Le refus discrétionnaire.....	292
C. L'effet du refus d'approbation.....	293
Section 5 – L'effet de l'approbation de la proposition.....	293
A. Sur les créanciers ordinaires.....	293
B. Sur les créanciers garantis.....	294
C. Quant à la personne du débiteur.....	294
D. Quant aux tiers.....	295
E. Quant au syndic et ses pouvoirs.....	295
1) <i>Les clauses habilitantes</i>	295
2) <i>Certains autres pouvoirs</i>	296
3) <i>La saisine du syndic</i>	296
Section 6 – Validité des actes postérieurs.....	297
Section 7 – La compétence de la cour siégeant en matière de faillite.....	297
Section 8 – De certains effets particuliers.....	298
A. En regard des créances fiscales.....	298
B. En regard de la compensation.....	299
Section 9 – Le dénouement de la proposition.....	299
A. L'exécution de la proposition.....	299
B. L'annulation de la proposition.....	300
1) <i>Cas d'annulation</i>	300
2) <i>Effets de l'annulation</i>	301
C. La faillite du débiteur.....	302
CHAPITRE 3 – LA PROPOSITION CONCORDATAIRE DU FAILLI.....	303

CHAPITRE 4 – LA PROPOSITION DE CONSOMMATEUR	305
Section 1 – Conditions d’admissibilité	305
Section 2 – Contenu et dépôt de la proposition	307
Section 3 – Les effets du dépôt	308
A. La suspension des procédures.....	308
B. Les autres effets.....	309
Section 4 – L’acceptation par les créanciers	310
Section 5 – Le rôle du tribunal	311
Section 6 – L’exécution de la proposition	312
Section 7 – La caducité de la proposition	313
A. La cession de biens.....	313
B. L’annulation de la proposition.....	313

TITRE VII

LES EFFETS DE LA FAILLITE

CHAPITRE 1 – LE DESSAISISSEMENT	319
Section 1 – Considérations générales	319
Section 2 – Les biens visés	321
A. Nature des biens.....	321
B. Appartenant au failli.....	324
1) <i>Principe</i>	324
2) <i>Situations particulières</i>	325
a) La déclaration de résidence familiale.....	325
b) La copropriété indivise.....	326
c) Le compte conjoint.....	327
d) Les cautionnements en matière de construction.....	328
C. Les procédures d’exécution.....	329
1) <i>La procédure d’exécution complétée par paiement</i>	329
2) <i>La procédure d’exécution ininterrompue</i>	330
3) <i>L’ordonnance de blocage</i>	331
D. Les polices d’assurance-vie.....	332
1) <i>L’assurance payable aux héritiers légaux</i>	332
2) <i>L’assurance payable à un bénéficiaire désigné</i>	333
3) <i>Les contrats de rente</i>	334
E. Les plans d’épargne-retraite.....	335
F. Le remboursement d’impôt.....	337

Section 3 – Les exceptions au dessaisissement	340
A. Le bénéfice d'insaisissabilité	340
1) <i>Considérations générales</i>	340
2) <i>Les insaisissabilités du Code de procédure civile</i>	342
a) Les meubles de la résidence principale	342
b) Les instruments de travail	344
c) Les revenus de retraite et les cotisations aux régimes de retraite	347
d) Les prestations périodiques d'invalidité	349
e) Les biens donnés ou légués sous condition d'insaisissabilité	349
3) <i>Crédits de taxe sur les produits et services</i>	352
B. Les biens détenus en fiducie	353
1) <i>Principe général</i>	353
2) <i>Les fiducies présumées</i>	357
a) La fiducie présumée (Couronne fédérale)	358
b) La fiducie présumée (Couronne provinciale)	361
c) Les demandes formelles de paiement	364
i. La Couronne fédérale	364
ii. La Couronne provinciale	368
d) Les droits de la Couronne à l'égard de la TPS et de la TVQ	371
i. La Couronne fédérale	371
ii. La Couronne provinciale	378
e) Le revenu du failli	380
Section 4 – L'effet du dessaisissement sur les droits des conjoints	388
A. Le patrimoine familial	388
B. La prestation compensatoire	391
C. La pension alimentaire	392
 CHAPITRE 2 – LA REVENDICATION DES BIENS PAR LES TIERS	 393
Section 1 – Le titulaire du droit à la revendication	393
Section 2 – La procédure de revendication	394
Section 3 – La situation du fournisseur impayé	395

Section 4 – La situation des agriculteurs, pêcheurs et aquiculteurs	398
CHAPITRE 3 – DE L’EFFET DE CERTAINES LOIS DANS UN CONTEXTE D’INSOLVABILITÉ	401
Section 1 – La <i>Loi sur la médiation en matière d’endettement agricole</i>	401
Section 2 – La <i>Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies</i>	404
CHAPITRE 4 – L’INSOLVABILITÉ EN CONTEXTE INTERNATIONAL	415
Section 1 – L’objet	415
Section 2 – La reconnaissance des instances étrangères	416
Section 3 – La coopération	418

TITRE VIII

LA PROTECTION DU PATRIMOINE DE LA FAILLITE

CHAPITRE 1 – LES ACTES PRÉJUDICIALES AUX CRÉANCIERS	427
Section 1 – Les opérations sous-évaluées	427
A. La disposition de biens sans contrepartie.....	427
1) <i>Nature</i>	427
2) <i>Recours du syndic</i>	428
B. La disposition de biens avec contrepartie.....	432
1) <i>Nature</i>	432
2) <i>Recours du syndic</i>	433
Section 2 – Les traitements préférentiels	435
A. Nature.....	435
B. Conditions d’application.....	435
C. Effet du recours.....	438
D. La compensation.....	439
E. Application du recours hors faillite.....	439
Section 3 – Le recours en inopposabilité	440
A. Nature.....	440
B. Conditions d’application.....	440
C. Effets de l’inopposabilité.....	442

D. La prescription	443
E. La déclaration de simulation.....	443
Section 4 – Régimes particuliers.....	443
A. Nullité des cessions générales de créances comptables.....	443
B. Dividendes et rachats d'actions	444
CHAPITRE 2 – LES TRANSACTIONS PROTÉGÉES.....	447
Section 1 – Les transactions entre la date d'ouverture de la faillite et la date de la faillite.....	447
Section 2 – Les transactions entre la date de la faillite et la libération	448

TITRE IX

LA LIQUIDATION ET LE PARTAGE

CHAPITRE 1 – LA LIQUIDATION.....	453
Section 1 – Considérations générales	453
A. Le bien non réalisable.....	453
B. L'immeuble sans intérêt réalisable.....	454
Section 2 – Les pouvoirs du syndic	455
Section 3 – Les mécanismes de liquidation.....	456
Section 4 – Les ventes particulières.....	458
A. La vente d'immeuble affecté d'une charge ou d'une hypothèque.....	458
B. Vente de marchandises brevetées.....	459
C. Vente de droits d'auteur	459
D. Cession de bail.....	461
E. Vente d'entreprise et lois du travail	462
CHAPITRE 2 – LE PARTAGE	465

TITRE X

LA LIBÉRATION DU FAILLI ET
LES MESURES RÉPRESSIVES

CHAPITRE 1 – LA LIBÉRATION DU FAILLI.....	471
Section 1 – Considérations générales	471
Section 2 – La libération d'office.....	472

Section 3 – La libération par le tribunal	475
A. Les situations visées	475
B. Les pouvoirs du tribunal	480
1) <i>L'ordonnance de refus de libération</i>	481
2) <i>L'ordonnance de libération absolue</i>	482
3) <i>L'ordonnance de libération suspendue</i>	483
4) <i>L'ordonnance de libération conditionnelle</i>	484
Section 4 – Les recours postérieurs à la libération	494
A. La révision des conditions	494
B. L'annulation de la libération	494
CHAPITRE 2 – LES EFFETS DE LA LIBÉRATION	497
Section 1 – L'extinction des réclamations prouvables	497
Section 2 – La survie des réclamations prouvables	498
A. Les amendes en matière pénale	499
B. Les indemnités pour lésions corporelles, agression sexuelle et décès.....	499
C. Les dettes alimentaires.....	500
D. Les dettes résultant de la fraude et autres offenses	500
E. Les dettes résultant de l'obtention de biens ou de services par de fausses allégations.....	502
F. L'obligation visant le dividende.....	504
G. Les dettes relatives aux prêts étudiants.....	504
Section 3 – L'autorité compétente en matière de libération	506
CHAPITRE 3 – LES MESURES RÉPRESSIVES	507
Section 1 – Les devoirs du failli	507
Section 2 – Les interrogatoires	507
Section 3 – Les infractions pénales	508
Section 4 – Les déchéances et inhabilités	509
BIBLIOGRAPHIE	511
INDEX	513